

# Le pouvoir aux travailleurs

20 novembre 2004

N° 110

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- LES TROUPES FRANÇAISES ET LES EXPLOITEURS, DEHORS !.....	2 - 4
- CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE DES SACRIFICES.....	5
- HISTORIQUE DE LA CRISE.....	5 - 9
- QUAND GBAGBO DEMANDE AUX ENTREPRENEURS FRANÇAIS DE REVENIR EN COTE D'IVOIRE.....	9 - 10
- GBAGBO INSTALLE SA DICTATURE.....	10 - 11
- LES PATRIOTES RACKETTENT A LEURS BARRAGES !.....	- 11
- AFFRONTLEMENTS ETHNIQUES A GAGNA: FRUIT D'UNE LONGUE CAMPAGNE DE HAINE !.....	- 12
- NON A LA XÉNOPHOBIE ANTI-LIBÉRIENS A TABOU !.....	12 - 14
- SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN.....	14 - 15
- IL Y A 50 ANS DÉBUTAIT LA GUERRE D'ALGÉRIE.....	15 - 17

## LES TROUPES FRANÇAISES ET LES EXPLOITEURS, DEHORS !

Il n'y a que ceux qui ignorent tout de la vie de la grande majorité de la population de Côte-d'Ivoire pour s'étonner du nombre de ceux qui sont descendus dans la rue pour réclamer le départ immédiat des troupes françaises de Côte-d'Ivoire. Oui, les exploités, les opprimés de ce pays ont toutes les raisons d'en vouloir à la présence de l'impérialisme français dans ce pays. Ils ont toutes les raisons de se souvenir, même les jeunes qui n'ont pas vécu cette période, de la colonisation, de ses pillages et de ses humiliations. Ils ont toutes les raisons de se souvenir que les troupes françaises, qui n'ont jamais quitté le pays depuis que la Côte-d'Ivoire est théoriquement indépendante, ont toujours protégé les régimes en place. Elles ont protégé la longue dictature de Houphouët-Boigny, elles ont protégé Bédié, Guéi. Elles ont, aussi, protégé Gbagbo, quoi qu'il en dise aujourd'hui par démagogie et même s'il estime, lui, qu'il n'a pas assez été protégé contre la rébellion de sa propre armée.

Cette protection accordée par tous les gouvernements français à tous ceux qui ont gouverné la Côte-d'Ivoire n'a pas été désintéressée. En protégeant les dirigeants, l'armée française a toujours cherché à protéger les intérêts des grands groupes français qui dominent l'économie du pays.

Les ouvriers, les petits paysans, les chômeurs, les pauvres de ce pays, n'ont pas vu grand-chose de cet essor économique ivoirien dont s'est vanté à l'époque Houphouët-Boigny. Comme au temps du colonialisme, l'essentiel de ce qui a été tiré des richesses du pays, comme l'essentiel de ce qui a résulté de l'exploitation de ses travailleurs et de ses paysans pauvres a enrichi des grands groupes capitalistes, surtout français mais pas seulement, et accessoirement toute une couche de privilégiés venus, de France ou du Liban, faire fortune ici. Oh, cet essor a enrichi aussi la classe privilégiée d'ici, mais pas l'écrasante majorité de la population ivoirienne !

Qu'est-ce qu'ils espèrent donc, les dirigeants de l'impérialisme français ? Des remerciements pour un siècle de pillage et d'exploitation ? Ils les trouveront peut-être du côté des privilégiés ivoiriens mais ils n'ont aucune raison de les trouver dans les classes laborieuses.

Pendant des années, l'armée française présente ici en Côte-d'Ivoire n'a pas eu à intervenir directement contre les classes pauvres. Elle a laissé ce sale boulot aux "corps habillés" ivoiriens. Mais le gouvernement français ne savait que trop bien que l'armée, la gendarmerie et la police ivoiriennes ne sont fortes que pour racketter la population désarmée. Aussi, tous les gouvernements, celui de Chirac-Raffarin et, avant lui, les gouvernements dirigés par les amis "socialistes" de Gbagbo, ont tous fait le choix

de maintenir les bases de l'armée française ici. Juste, au cas où... Et on a vu, ces jours-ci, autour de l'aéroport ou autour de l'hôtel Ivoire de quoi cette armée française est capable : assassiner des manifestants non armés, hommes, femmes, enfants.

Mais il ne faut pas être dupes des raisons pour lesquelles les dirigeants du régime ont appelé à manifester contre la France. Gbagbo n'est pas un adversaire de la présence de l'impérialisme français en Côte-d'Ivoire.

Ce qu'il reproche à la présence française, ce n'est pas qu'elle pille le pays, exploite ses classes laborieuses et poussé sa paysannerie vers la pauvreté, mais c'est que Paris ne le soutient pas assez, lui, Gbagbo. Il n'a besoin du soutien populaire que pour exercer un chantage sur Paris, pour obtenir plus d'aide, notamment contre l'armée rebelle du Nord. Mais quel intérêt pour la population pauvre de favoriser celui qui, des trois rivaux pour le pouvoir, Gbagbo, Ouattara ou Bédié, aura le privilège de représenter les intérêts des riches, français, ivoiriens ou libanais, contre leur propre peuple ?

Alors, manifester contre la présence de l'armée française et surtout contre la présence des exploités que l'armée protège, oui. Mais se retrouver derrière Gbagbo, Mamadou Koulibaly et Blé-Goudé, non. Tous ces gens-là se servent des sentiments légitimes des populations pour mieux les tromper.

Et puis, les porte-parole de Gbagbo ont même trouvé le moyen d'utiliser cette révolte populaire contre la présence française pour la détourner vers la voie de l'ethnisme. Ils ont fait courir le bruit que le général Palenfo était dans un des chars de l'armée française et que tout ce déploiement de chars, de mitrailleuses, était destiné à ramener Ouattara au pouvoir. C'était un mensonge mais il était destiné à désigner à la vindicte populaire la population du Nord comme alliée objective des Français.

C'est une crapulerie. Oh, non pas à l'égard de Ouattara qui coule des jours tranquilles à Paris ! Mais ça l'est à l'égard des populations originaires du Nord, comme à l'égard des Burkinabés ou des Maliens qui vivent ici. Et c'est bien dans la continuité de la démagogie ethniste du gouvernement.

On les a vus, les résultats catastrophiques de cette démagogie, déjà au temps de Bédié. On les a vus depuis quatre ans que Gbagbo est au pouvoir. On les a vus même pendant les événements, avec ce qui s'est passé à Gagnoa. Là, les voyous du régime ne s'en sont pas pris à des militaires français, ni même à des expatriés dont beaucoup se sont enrichis sur le dos de la population, mais à des Dioulas et à des pauvres originaires des pays voisins.

L'ethnisme est de toute façon ignoble. Mais, dans les circonstances présentes, il aboutit en plus à pousser une partie des gens originaires du Nord à finir par souhaiter

la présence des troupes françaises dans le vain espoir que cette présence les protège des exactions ethnistes.

Atort. Car l'ethnisme ne gêne pas le gouvernement français. L'a-t-on vu intervenir contre la démagogie ethniste de Bédié, de Guéi ou de Gbagbo ? Les troupes françaises se sont interposées entre les "*forces nouvelles*" et l'armée ivoirienne. Mais les a-t-on vu intervenir contre les lynchages ethnistes ? Non. Jamais. L'armée française n'est pas là pour protéger les classes populaires de ce pays. Elles ne font tout au plus que jouer leurs différentes composantes les unes contre les autres et cautionner par là-même l'ethnisme.

Il se peut que Chirac "*n'aime pas*" Gbagbo, comme celui-ci s'en est plaint. Mais, l'impérialisme français soutiendra celui qui sert le plus efficacement ses intérêts. Quelles que soient ses préférences, ni Gbagbo, ni Ouattara, ni Bédié ne sont du côté de la population laborieuse de ce pays. Ouattara, on l'a déjà expérimenté en tant que Premier ministre de Houphouët-Boigny. Bédié, plus longtemps encore. Gbagbo, on l'expérimente depuis quatre ans. Jamais ni l'un ni l'autre n'ont rien accordé de réel aux classes laborieuses. L'un comme l'autre ont servi les intérêts des privilégiés, qu'ils soient ivoiriens, libanais ou français.

Les travailleurs de ce pays n'ont pas intérêt à se diviser entre ces dirigeants que seule l'ambition pour le pouvoir oppose. Ils sont des ennemis des classes laborieuses.

N'est-ce, donc, pas Gbagbo qui demande docilement "*l'ajournement du départ des troupes françaises de Côte d'Ivoire*", malgré les tueries dont elles sont les auteurs ? N'est-ce pas Mamadou Koulibaly qui s'empresse maintenant de demander qu'on ne s'en prenne pas aux "*intérêts français*", eux qui ont exploité à mort ce pays durant toutes ces décennies ? N'est-ce pas Blé Goudé et les siens qui, il n'y a pas longtemps, réclamaient à grand cri le soutien de Georges Bush et de l'impérialisme américain, de ces assassins, alors qu'ils étaient en train de tuer un autre peuple, le peuple irakien, de la même façon que les troupes françaises ont tué en Côte d'Ivoire ?

Alors, travailleurs, chômeurs, djobeurs, pauvres de ce pays, l'impérialisme français est notre ennemi. Comme le sont les deux bandes armées du Nord et du Sud qui se battent pour le pouvoir. Comme le sont les milices privées des clans politiques rivaux. Notre intérêt, c'est de nous retrouver sur une politique qui vise à imposer les exigences des classes exploitées des villes comme des campagnes, par-delà les origines ethniques ou nationales. L'exigence que les ressources de ce pays, que le travail de ses ouvriers et de ses paysans ne servent pas seulement à une minorité qui peut se payer des villas magnifiques pendant que la majorité de la population vit dans la misère et en crève.

## CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE DES SACRIFICES

Les exploiters, qu'ils soient libanais, ivoiriens ou français, profitent de la situation actuelle pour licencier et aggraver un peu plus la situation des ouvriers. Ils licencient. Ils jettent les travailleurs en "*chômage technique*". Ils obligent ceux qui restent, à travailler plus, souvent en réduisant leurs salaires, sous prétexte de crise. La liste est longue: Saco, Uniwax, Grand Moulin, Afrique Industry, etc. Mais qui a fait cette crise? Qui doit donc payer la note?

Aujourd'hui, les ouvriers sont inquiets. Ils sont préoccupés par leur sort. Beaucoup d'entre eux s'interrogent sur ce que leur réserve l'avenir.

Mais pourquoi donc les travailleurs de ces entreprises doivent-ils accepter de faire des sacrifices? Quand les affaires de tous ces capitalistes étaient prospères, c'est eux qui

amassaient l'argent et leurs ouvriers se contentaient d'habiter les bas quartiers pour ne pas dire les bidonvilles d'Abidjan. Maintenant, sous prétexte que ça ne va pas, le pouvoir, comme vient de l'annoncer Gbagbo, leur fait des cadeaux. Il y en a toujours que pour les riches! Et l'argent que leur donne l'Etat, c'est l'argent qu'on enlève dans la poche des travailleurs! Il est temps que les ouvriers disent: ça suffit comme ça! Tous ces riches, s'ils sont incapables de faire tourner les usines, incapables de satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, ils n'ont qu'à partir! Mais attention, il n'est pas question que les "*patriotes*" nous mettent des capitalistes ivoiriens ou libanais à leur place! C'est tous les mêmes! Tous des exploiters! Les travailleurs ne pourraient pas faire pire que ces gens s'ils contrôlaient eux-mêmes les entreprises!

## HISTORIQUE DE LA CRISE

La crise présente qui perdure depuis le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002, vient de connaître un nouveau rebondissement qui risque de plonger le pays dans un chaos total.

Cela fait longtemps que Gbagbo dit qu'il a assez d'armes pour reprendre l'offensive. Son entourage affirmait même que les "*soutes (à munitions) sont pleines*".

Il y a quelques semaines des détachements de l'armée ivoirienne avait fait des incursions au-delà de la ligne de démarcation appuyées par des milices paramilitaires. Ce réarmement et cette mobilisation se faisaient bien sûr

au vu et au su des forces françaises de la Licorne. Les hommes d'affaires français ont toujours opté pour la réunification du pays et cela comptait pour beaucoup dans les calculs des stratèges de l'Elysée. Bien sûr officiellement, les autorités françaises ne juraient que par les accords de Marcoussis complétés par ceux d'Accra. Mais cela ne les empêchait pas de fermer les yeux sur tout ce qui se préparait à Abidjan et à Yamoussoukro. Ces accords, Gbagbo ne les a jamais acceptés en réalité. Il faisait mine de vouloir les accepter simplement pour gagner du temps pour se réarmer car le 19 septembre 2002 quand la rébellion militaire a éclaté Gbagbo n'a pas eu la

force de la réduire. L'interposition de l'armée française a permis à ce moment-là de sauver la mise. Bien sûr il a été contraint d'accepter la mise en place d'un gouvernement de "réconciliation nationale". La participation au gouvernement des ministres venant du Nord a été intermittente. La révision des lois électorales permettant à Ouattara de se présenter aux élections présidentielles a été bloquée par le parlement dans lequel le parti présidentiel FPI est majoritaire.

Affi N'guessan le président du FPI, a appelé à la reprise de la guerre. Tout en proférant des menaces verbales contre les insurgés et les opposants politiques, il a projeté une marche sur la ville de Bouaké, pour le 12 novembre. Il demande la démission du Premier ministre et de son gouvernement, appelle le président à mettre un autre gouvernement en place pour engager la lutte armée contre les insurgés.

Le chef d'Etat major des Fanci sort aussi de sa réserve. Il fait une déclaration pour dire que lui et ses éléments attendent fin octobre pour réagir si rien n'est fait pour le désarmement. Bluff ou réalité? La suite nous le dira.

Le mercredi 03 novembre, un conseil des ministres ou plutôt un conseil de guerre est convoqué rapidement par le président. Le conseil est boycotté non seulement par les ministres de l'opposition et de la rébellion regroupés sous le nom du "G7", mais aussi par le Premier ministre qui le lendemain plia ses bagages de la "primature" pour la circonstance.

Le jeudi 04 novembre, les

"jeunes patriotes", dirigés par Blé Goudé et ses partisans se rassemblent devant le camp de l'Etat major des armées pour leur demander de reprendre les hostilités et "sécher leurs larmes" (termes de Blé Goudé), en s'adressant au chef d'Etat major, Mathias Doué. Et l'autre de répondre : "nulle part dans le monde, on n'a jamais vu un peuple entretenir une symbolique symbiose avec son armée" et de conclure "ce jour de 4 novembre est le jour de notre jour". Les bombardements avaient commencé ce même jour sur Bouaké.

Dans l'après midi, après le meeting, les "patriotes", se sont attaqués aux sièges des journaux des partis d'oppositions et à des domiciles des ministres d'oppositions, saccageant, pillant tout sur leur passage; ils sont même arrivés à incendier d'autres locaux. Les étudiants de la "Fesci" ont fait une descente sur l'hôtel du Golf pour déloger, disent-ils, les ministres de la rébellion.

Le samedi 6, dans l'après midi des rumeurs courent faisant échos de ce que des avions de guerre auraient été détruits par l'armée française. A partir de 16 heures, dans les quartiers comme Cocody, Treichville, Marcory, les "patriotes" sont descendus dans la rue pour faire des barrages et ont commencé à s'attaquer à des devantures de magasins considérés comme étant liés à la France ou à l'Europe. Vers 19 heures, tout le monde était informé de la destruction des deux lycées français. À partir de cette heure, des appels à la mobilisation, à descendre massivement dans la rue, sont lancés sur les antennes des radios et télévisions.

L'appel sera vraiment entendu car il y aura un déferlement humain sur les routes en direction de la base militaire française, le 43<sup>e</sup> BIMA où les hélicoptères français feront leurs premières victimes en tirant à balles réelles sur la foule massée aux abords de leur camp. Toute cette nuit là, la télévision et la radio ont veillé en appelant à la mobilisation. Il y a même des gens qui ont ouvertement appelé aux meurtres des français.

Le dimanche 7, l'appel à la mobilisation et la mobilisation elle-même continuaient. Ceux qui étaient partis depuis la veille étaient de retour mais d'autres les remplaçaient immédiatement. Pour ces premiers jours, l'organisation n'était pas encore parfaite. Mais par la suite, un appel sera lancé à ceux qui veulent soutenir, d'apporter tout ce qui peut servir. On demanda aussi à la société de transport abidjanaise (Sotra), de faire sortir ses bus pour transporter les manifestants dans les deux sens, c'est à dire ceux qui sont fatigués et qui veulent se reposer et ceux qui les relaient.

Le lundi 8, aux environs de 9 heures, un nouvel appel à la mobilisation est donné encore sur les antennes des radios et télévisions. Cette fois-ci, la direction pour la manifestation avait changé. En même temps que la cause. Il était question maintenant de faire un bouclier humain autour de la résidence du Président de la République, autour de l'antenne de la télévision de Cocody, de l'émetteur d'Abobo, de l'antenne de la radio au plateau et enfin à l'Hôtel Ivoire où des chars de l'armée française étaient stationnés depuis le matin. En effet, quand dans la nuit du dimanche au

lundi, le Président, dans son discours à la nation, a appelé au calme et demandé aux "*jeunes patriotes*" de rentrer à la maison, l'armée française en a profité pour positionner des chars sur les deux ponts reliant le sud de la capitale à la partie du nord une manière de couper la ville en deux. Elle en a profité aussi pour positionner une trentaine de chars à l'hôtel ivoire qui est situé à quelque 500 mètres de la résidence présidentielle et à près d'un Km de l'antenne de la télévision.

C'est ainsi que pour plus mobiliser les "*patriotes*", les présentateurs de la radio et télévision vont utiliser des propos xénophobes en faisant brandir la menace Allassane. Ils ont dit que dans les chars déployés, la France avait positionné le général Palenfo, le N°2 de la junte militaire du général Guei. Ce dernier est proche du parti d'Allassane. Ils ont annoncé aussi que la France a positionné Allassane lui-même au Gabon. Donc une fois leur forfait accompli, ils installeront d'abord Palenfo, ensuite, Allassane viendra prendre le pouvoir. La manipulation a bien réussi. Les gens ont crié: "*la France passera sur mon corps avant d'installer Allassane au pouvoir*".

Le mardi 9 novembre, l'appel battait son plein. Des gens de différentes communautés ethniques, religieuses, des responsables d'associations de tous ordres se relayaient au petit écran de la télévision comme à l'antenne de la radio pour, toujours, lancer des appels à la mobilisation. Ce mardi aussi, en plus des chars qui restaient toujours positionnés à Hôtel Ivoire, il y avait la visite du Président Sud-Africain, Tabo Mbéki qui a été mandaté par l'Union Africaine pour entamer une négociation

avec le président Gbagbo. Donc pour le pouvoir en place, il était important de battre le pavé et montrer au négociateur qu'il avait la force avec lui. Des gens se sont massés sur le long de la route depuis l'aéroport, jusqu' au domicile privé du Président où le bouclier humain s'était renforcé à l'occasion. Mais c'était l'hôtel Ivoire où se trouvaient les chars, qui était le centre de tous ces rassemblements. De l'antenne de la télévision jusqu' à cet endroit, une marrée humaine déferlait sur le tronçon dans un va et vient continu. De temps en temps, un responsable des "jeunes patriotes" haranguait la foule dans leur style bien connu à eux. Les marcheurs brandissaient aussi des pancartes hostiles à la France surtout à Jacques Chirac. On lisait par exemple : "*Chirac, la Côte d'Ivoire n'est pas un département français*"; "*Gbagbo n'est pas ton sous-préfet*" ou "*la Côte d'Ivoire, nouveau Vietnam pour la France*". Ils ont même fabriqué un cercueil en contre-plaqué où ils ont dessiné la tête de Chirac qu'ils ont par la suite brisée symboliquement. Des chars et des automitrailleuses étaient positionnés devant l'hôtel.

Aux environs de 12h30, un premier incident se produit. La foule surchauffée, commence à déborder la ligne qui les sépare des chars. Les militaires français, en guise d'intimidation tirent en l'air et jettent des gaz lacrymogènes. Cela eut pour effet, un petit repli de la masse qui ne cesse de s'agrandir. Dès le matin, on avait annoncé sur les antennes des médias d'Etat que la France a ordonné le retrait des chars de ce lieu pour l'après midi. Les médias en ont profité pour demander à la population de sortir massivement et aller en direction de

l'hôtel Ivoire pour faire plus de pression sur les occupants des chars afin qu'ils accélèrent leur départ. Donc à chaque minute, le nombre des jeunes ne fait que se gonfler.

A 14 heures, les manifestants sont arrivés à enlever tous les barbelés. Quelques minutes plus tard, arrive une trentaine d'élèves gendarmes locaux pour s'interposer entre la masse débordante et les chars. Leur arrivée est accueillie par un tonnerre d'applaudissements. Ce bruit amène encore plus de personnes et dès cet instant, le débordement est devenu plus important. Vers 15 heures, les gendarmes locaux sont à leur tour débordés car quelques jeunes se trouvent déjà entre les chars.

C'est aux environs de 16 heures que les premières rafales sont parties. Il est à noter qu'il y a eu débordement des manifestants plus nombreux et très en colère par les précédentes tueries des soldats français dans la nuit du samedi. Comme de vrais assassins, ils ont tiré sur des enfants, des jeunes filles et des hommes aux mains nues.

Par la suite, à la vue des premiers blessés, les jeunes s'en sont pris aussi aux forces de l'ordre du pays qui, même s'ils n'ont pas eu l'ordre de riposter, ont eu quand même des comportements révoltants comme par exemple le refus de transporter une fille évanouie. La réaction de la foule ne s'est pas fait attendre. Elle commença d'abord à engueuler les militaires ivoiriens qui étaient sur place. On leur reprochait le fait qu'ils n'ont pas riposté, qu'ils laissent l'armée française tirer sur des civils aux mains nues. Et surtout le fait que l'un des leurs a été abattu par les Français



au moment où ils fuyaient comme des lâches. Ils ont voulu expliquer leur réaction par le fait qu'ils n'ont pas reçu l'ordre de riposter. Mais personne ne voulait entendre ces jérémiades. On entendait des phrases pareilles: "*vous êtes des lâches. C'est à cause de vous que nous sommes là et on tire sur nous sans que vous ne faites rien*". "*Quand il s'agit de tirer sur les pauvres chauffeurs de "gbaka", là vous êtes garçon.*"

Quand ils ont vu qu'ils commençaient à être débordés par la foule, ils ont pris la fuite. En emportant quand même la jeune fille évanouie dans le cargo en direction du CHU de Cocody.

Quant à la déclaration de la France, qui a eu le culot par la bouche

du porte-parole de son Etat major, de dire que son armée n'a fait que se défendre et que les tirs sont venus d'abord de la foule, c'est un mensonge. Elle a tiré à balles réelles sur une foule aux mains nues sans aucune sommation.

Enfin dans ce rebondissement de la crise, le peuple, surtout ceux qui se sont levés contre la présence des militaires français, a raison de le faire. C'est une armée d'occupation, une armée au service de l'impérialisme, donc pour la protection des biens des riches, noirs comme blancs. Seulement cette lutte, les travailleurs, le petit peuple doivent la mener pour eux-mêmes et non pour des politiciens démagogues qui spéculent sur ses sentiments pour montrer à leurs maîtres impérialistes que le peuple est en phase avec eux.

#### QUAND GBAGBO DEMANDE AUX ENTREPRENEURS FRANÇAIS DE REVENIR EN COTE D'IVOIRE

A la suite de l'exode d'une partie importante des ressortissants français de la Côte d'Ivoire, Gbagbo implore le retour des entrepreneurs français. Il a reçu le représentant local de ces derniers et lui a promis des cadeaux sous diverses formes: exonérations des frais de stockage au port, ajournements de paiement des impôts et autres taxes. A combien s'élève le montant de tous ces cadeaux? Ceux qui les empocheront le sauront, mais pas la population qui les payera d'une manière ou d'une autre. Emboitant le pas à Gbagbo, le journal pro-gouvernemental Fraternité Matin se met lui aussi à lancer des fleurs en direction du patronat français. Dans son numéro du 19 novembre il écrit que: "La

*conséquence la plus grave d'un départ des Français de la Côte d'Ivoire sera la disparition de ces petites et moyennes entreprises ou industries (PME/PMI). Ce sont les PME/PMI, principalement françaises, qui paient un lourd tribut à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire...".* Selon les chiffres avancés par ce journal, "36.000 emplois ivoiriens" seraient menacés.

Près de 600 sociétés françaises sont en effet implantées dans ce pays dans différents secteurs d'activités économiques, de la restauration, la petite distribution, les services, jusqu'aux très grandes plantations industrielles en passant par les sociétés

d'import-export, de construction, et travaux publics, de distribution d'eau et d'électricité, de la téléphonie, des banques, etc... Selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie ivoirienne, les sociétés françaises représentent le quart des investissements dans le pays, et comptent pour près de 50% dans les recettes fiscales. Ce n'est pas par hasard que l'armée française n'a jamais quitté ce pays depuis la colonisation.

La Côte d'Ivoire n'a en effet jamais cessé depuis le début du règne d'Houphouët Boigny, d'être la chasse gardée de l'impérialisme français. Et Gbagbo, une fois parvenu au pouvoir, n'a jamais dénoncé cet état de fait car il sait très bien que tout en protégeant ses propres intérêts l'impérialisme français assure aussi la sécurité des régimes en place. Même si les partisans de Gbagbo crient haut et fort leur hostilité à l'égard des troupes françaises et dénoncent que celles-ci ne font rien pour désarmer les forces dites rebelles, ils savent parfaitement que si au tout début de la crise, en septembre 2002, alors que la rébellion avançait vers Abidjan,

l'armée française n'était pas là pour la stopper et la repousser vers Bouaké et l'y maintenir, le régime de Gbagbo n'aurait peut-être pas survécu.

Aujourd'hui Gbagbo demande aux entrepreneurs français de revenir en Côte d'Ivoire. A supposer que ceux-ci reviennent ce ne sera certainement pas pour ses beaux yeux ni pour "*créer des emplois*" comme semble vouloir dire son porte-voix Fraternité Matin, mais uniquement pour exploiter les travailleurs de Côte d'Ivoire avec les bas salaires et les conditions de travail dignes des temps anciens. Mais sachons tout de même que les Bouygues, Bolloré et autres grands patrons, n'ont pas spécialement besoin de mettre personnellement les pieds en Côte d'Ivoire pour exploiter et piller l'économie de ce pays. Ils peuvent être tranquillement assis dans leurs salons dorés parisiens et ramasser des profits énormes y compris en faisant travailler des cadres ivoiriens pourvu que ceux-ci sachent ce qu'on leur demande de faire pour tirer le maximum de profit du sang et de la sueur des travailleurs.

#### GBAGBO INSTALLE SA DICTATURE

Le 4 novembre, alors que commencent les premiers bombardements de l'armée ivoirienne sur les zones sous contrôle des Forces Nouvelles, des "*jeunes patriotes*" descendent dans les rues, à Abidjan. Ils vont saccager et même incendier les sièges de certains des principaux journaux de l'opposition. Il faut dire que ces actes sont le couronnement d'une action commencée deux semaines plus tôt. Ces jeunes se promenaient chez les vendeurs de journaux pour leur interdire

la vente de ceux de l'opposition ou même déchiraient carrément ces journaux.

Le lendemain, ce sont les sièges de ces partis qui ont subi la fureur de ces "*jeunes patriotes*". Et cela sans qu'aucun média n'en parle. En même temps le président en a profité pour placer de force son homme, Jean Claude Dahily, à la tête de la Radio Télévision Ivoirienne. Dès cet instant, on n'a plus vu aucun parti d'opposition à la

télé et Gbagbo pouvait faire maintenant sa propagande.

Comme quoi en Côte d'Ivoire, pour les "démocrates" au pouvoir, on ne doit entendre et lire que ce qui vient

d'eux. Aucune opposition au régime de Gbagbo n'est tolérée. C'est à croire qu'on revient à l'époque du parti unique sous Houphouët dont Gbagbo lui-même a été victime.

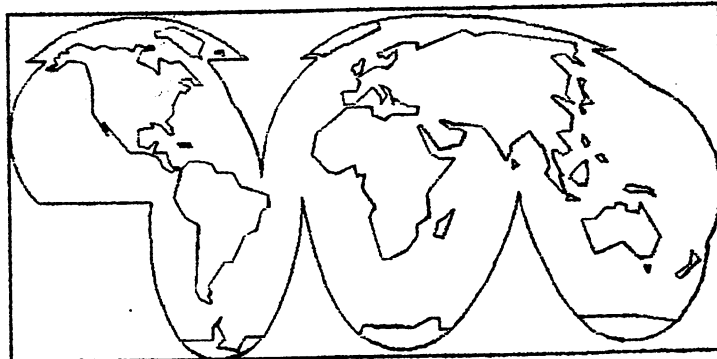
### LES PATRIOTES RACKETTENT A LEURS BARRAGES !

Avec les événements qui ont secoué le pays la semaine du 6 novembre, les jeunes "patnotes" ont dressé des barrages devant certains points tels que la RTI, la résidence du président, le centre émetteur d'Abobo, etc. Ces jeunes contrôlent les personnes ou les voitures qui y passent. A ces barrages, les jeunes demandent souvent de l'argent.

A celui de la RTI, ces jeunes demandent 1 000f à tous les chauffeurs de wôrô-wôrô et gare à celui qui refuse. Il est copieusement bastonné. Et cela sous l'oeil complaisant de policiers ivoiriens qui sont positionnés non loin de là.

Les policiers racketteurs ont trouvé là de sérieux concurrents!

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### AFFRONTEMENTS ETHNIQUES A GAGNOA: FRUIT D'UNE LONGUE CAMPAGNE DE HAINE !

Les événements des 6 et 7 novembre ont donné lieu à des affrontements entre des Bétés, des Dioulas et des ressortissants des pays voisins, à Gagnoa. Ces affrontements auraient fait 6 morts dont deux guinéens et un malien et une dizaine de blessés. Gagnoa est le fief de l'ethnie dont est issue le président de la république. On se souvient qu'à l'annonce de la destruction des avions de guerre ivoiriens, les gens sont descendus dans la rue. A Gagnoa, des rumeurs ont en même temps couru comme quoi les Dioulas se seraient armés pour aider la rébellion qui venait prendre la ville. Et que tout cela se faisait en accord avec l'armée française. Il n'est pas difficile de deviner qui sont à l'origine de telles rumeurs xénophobes et criminelles dans cette ville tenue par les partisans zélés du pouvoir. Pour les pillards, il n'en fallait pas plus pour s'en prendre aux magasins des Dioulas. C'est comme ça que tout a dégénéré.

Les affrontements de Gagnoa sont les conséquences de tout le poison

ethniste distillé par des politiciens démagogues. Ceux-ci ont fait des dégâts considérables au sein de la population. Le plus petit prétexte est cause de bagarre! A Bonoua, dans la ville de Mme Gbagbo, les mêmes rumeurs courraient mais cette fois, elles visaient les Burkinabé. A Abobo, Yopougon, on n'en est pas encore arrivé jusque-là. Mais jusqu'à quand?

Car pousser sur le bouton de l'ethnisme, c'est risquer d'arriver à une guerre civile. Déjà dans nos quartiers pauvres, on en est arrivé à se méfier les uns des autres, et c'est déjà grave! Le risque d'un dérapage est réel. Tout le monde vit la peur au ventre.

Oui, il est grand temps de mettre fin à la division qui mine les pauvres entre eux. Aucune solution ne viendra ni du côté des riches, ni du côté des politiciens de quelque bord que ce soit. C'est aux travailleurs de prendre conscience du grand danger qui les menace et de s'organiser par delà leurs ethnies et leurs nationalités.

### NON A LA XÉNOPHOBIE ANTI-LIBÉRIENS A TABOU !

On dit que le choléra sévit à Tabou. Evidemment, les autorités ont

trouvé l'origine de cette épidémie: ce sont les Libériens! Du coup, ils

## L E U R S O C I E T E

empêchent les Libériens d'entrer à Tabou. Alors, là, si ce n'est pas une démagogie xénophobe de plus de la part du pouvoir en place pour plaire aux Kroumens ou encore un moyen pour cacher quelques mesures d'ordre militaire dans cette région frontalière où le pouvoir peut craindre une incursion rebelle dans la région, on ne voit pas ce que ça peut être.

Parce que s'il y a choléra, les véritables responsables de cette épidémie, il faut les chercher ailleurs que chez les Libériens. Ceux qui connaissent Tabou savent qu'il n'y a pas d'eau courante, pas plus qu'il n'y a d'égouts pour l'évacuation des eaux usées, ni des latrines publiques ou des structures sanitaires d'aucune sorte. Les excréments sont partout. Les puits où la population puise l'eau sont infectés de vers et de toutes sortes d'insectes. Comment, alors, s'étonner de la propagation du choléra devant cette situation? D'ailleurs, le désengagement de l'état est d'ordre général. Il fait exactement comme les capitalistes qui viennent piller la région en grume et en café-cacao sans rien investir.

Ainsi, la ville de Tabou n'est toujours pas desservie en électricité par le réseau. La CIE y a installé des groupes électrogènes qui ont fait leur temps et qui sont plus souvent en panne qu'en fonction. De sorte que les rues de la ville de Tabou, comme la plupart des quartiers de la ville, baignent dans le noir, une fois la nuit tombée. Quant aux dignitaires locaux de Tabou, préfet, sous-préfet, juge, commissaire,

commandant de brigade et consorts, ils sont privilégiés par la CIE qui leur fait un branchement spécifique sur les génératrices en fonction, quand cela est possible et quand ils ne disposent pas eux-mêmes de petits groupes électrogènes autonomes. Par ailleurs, ces autorités se font servir gracieusement en carburant et en eau potable chez Sicor, qui est une entreprise agro-industrielle de plantation de coco, installée dans la région. En contre partie, pour service rendu, ceux-ci ferment les yeux sur l'exploitation des ouvriers où des conditions de travail des plus douteuses y sont pratiquées. Les autorités de la ville viennent d'ailleurs régulièrement en aide à la Sicor et y déploient des troupes armées dans les plantations et les cités ouvrières pour intimider les ouvriers et prévenir toutes révoltes contre l'exploitation qui leur est faite.

Alors, franchement, s'il y a choléra à Tabou, les premiers responsables ce sont les hauts dignitaires de l'état qui se succède au pouvoir. Les uns ont privatisé la distribution de l'eau et de l'électricité qui se trouve maintenant entre les mains de Bouygues, un grand capitaliste français, qui se contente d'amasser l'argent sans vraiment investir. L'Etat de Côte d'Ivoire ne réalise aucun "travaux publics" depuis longtemps.

A défaut, tout le monde peut le constater, les seules réalisations du pouvoir actuel, ce sont les "places des martyrs", comme celui d'Adjamé-Washington. Quand il ne se contente

pas, d'ailleurs, tout juste, de rebâtir les noms des boulevards en "*boulevard des Martyrs*". Ça leur coûte encore moins cher! Sans doute fait-il référence aux victimes de sa propagande xénophobe.

Aujourd'hui, à cause de sa propre incurie, ce sont les Libériens qu'il accuse d'apporter le choléra. Et pourtant, ce pouvoir n'ignore pas le danger qu'il fait courir à cette population qu'il donne ainsi en pâture aux

populations Kroumens qu'il manipule. La population Burkinabé en avait déjà gravement fait les frais dans cette même région, à cause de ce même pouvoir. Alors, autant dire que ce pouvoir ne fera non seulement rien pour lutter contre le choléra, mais les mesures démagogiques qu'il prend à l'encontre des libériens pour faire semblant de faire quelque chose risquent de faire bien plus de victimes que la seule épidémie de choléra.

#### SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Yasser Arafat est mort. Ses obsèques à Ramallah se sont transformées en une immense manifestation qui a mobilisé des milliers de Palestiniens. Les télévisions du monde entier ont retransmis les images de son cercueil qui a été littéralement arraché de l'hélicoptère égyptien qui le ramenait à Ramallah par une foule vibrante débordant les cérémonies protocolaires. La popularité de Yasser Arafat était immense non seulement en Palestine mais dans tout le Moyen-Orient. Il était devenu le symbole de la révolte du peuple palestinien qui se bat courageusement depuis des décennies pour son droit à l'existence nationale, contre l'oppression d'un état puissant et armé, celui d'Israël, soutenu par les grandes puissances.

Chaque jour depuis des mois la télé a montré des images de maisons démolies par les chars et les bombardements israéliens dans la

région de Gaza, petit territoire où s'entassent un million de Palestiniens vivant dans une misère effroyable. Le gouvernement Israélien est engagé dans un processus de séparation des deux peuples en érigeant un mur autour des lambeaux de territoire palestinien. La population palestinienne est enfermée dans de véritables camps de concentration. S'ils ne veulent pas mourir de faim, les palestiniens qui le peuvent sont obligés de franchir le mur chaque jour pour chercher du travail en zone israélienne.

A l'intérieur de territoires palestiniens, c'est à dire à Gaza et en Cisjordanie, sont installés plusieurs milliers de colons israéliens armés jusqu'aux dents, disposant de corridors protégés par des militaires israéliens. Ces colons bénéficient d'un niveau de vie à l'occidentale. La question palestinienne représente depuis des années un potentiel explosif pour tout le

Moyen-Orient. Le peuple palestinien cristallise autour de lui les sentiments d'oppression des masses arabes à l'égard de la politique de l'Impérialisme.

Dans plusieurs pays où il y a eu des réfugiés palestiniens organisés et armés ils ont été jusqu'à entraîner des luttes et des crises sociales et politiques. Ce fut le cas en Jordanie en 69/70 et au Liban lors de la guerre civile, 5 ans plus tard.

Les dirigeants palestiniens et en particulier Arafat rivalisaient de radicalisme et lançaient des appels pour la "destruction de l'Etat d'Israël". Ils ont même organisé des détournements d'avion pour asseoir leur image de dirigeants déterminés.

Mais lorsque concrètement ils auraient pu se porter à la tête de luttes des masses en Jordanie ils ont fait le choix de soutenir le roi Hussein. C'est ainsi que celui-ci a eu les mains libres pour écraser les camps palestiniens et les couper du contact avec la population pauvre de Jordanie car cette unité possible menaçait son pouvoir. En 1975 les masses pauvres libanaises sympathisaient avec les combattants palestiniens. Arafat a mis fin à cette situation en proclamant que sa lutte ne concernait que la Palestine, contribuant au maintien d'un régime haï par les couches populaires. Arafat et l'OLP y ont gagné une reconnaissance

internationale et une crédibilité de la part des Etats arabes et des grandes puissances. Il était devenu un interlocuteur fréquentable contre une éventuelle montée de la révolte des masses palestiniennes et arabes. C'est ainsi que l'OLP est reconnue comme "autorité palestinienne" lors des accords d'Oslo en 1993, faisant suite à la première Intifada.

La situation des Palestiniens et leur lutte continuait d'apparaître aux yeux des peuples de toute la région comme le symbole de leur propre situation. Aujourd'hui ce sont des courants islamistes réactionnaires, chiites ou sunnites, qui mènent une lutte militaire contre les armées des grandes puissances aux quatre coins de Moyen-Orient, en même temps qu'entre eux ou contre des minorités ethniques.

Il est indispensable que naissent et se développent dans cette contrée des organisations communistes et internationalistes qui auraient comme perspective de regrouper les travailleurs par-delà leur nationalité ou leur appartenance religieuse afin de mettre fin à la situation actuelle qui est une prison avec ou sans mur de béton. Le peuple israélien et les peuples arabes ont à bâtir ensemble une société fraternelle débarrassée de l'exploitation capitaliste dans laquelle les régimes actuels ainsi que les grandes puissances veulent les maintenir.

#### IL Y A 50 ANS DÉBUTAIT LA GUERRE D'ALGÉRIE

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, une trentaine d'attentats éclataient simultanément sur l'ensemble du territoire algérien. Les

hommes qui sont à l'origine de la lutte armée contre l'impérialisme français sont une poignée. Ces "chefs historiques" sont membres du CRUA

(Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action), formation issue du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). C'est le CRUA qui le 1er novembre 1954 va donner naissance au FLN. Derrière ce petit groupe composé de neuf personnes qui ont décidé de s'engager dans la lutte, il n'y a que quelques centaines d'hommes. Ce petit groupe va jouer un rôle décisif car la situation est mûre pour la révolte en Algérie.

Depuis plus d'un siècle que le pays est colonisé les meilleures terres sont accaparées par une minorité de colons européens. L'essentiel de la production est exportée vers la France et l'Europe. Le blé et les cultures vivrières ont cédé la place à la vigne alors que les Musulmans ne boivent pas de vin.

La misère du peuple algérien, l'esclavage colonial, l'exploitation et l'humiliation, constituent l'origine de l'insurrection. Déjà au sortir de la 2ème guerre mondiale en mai 1945, une vague de manifestations pour la libération de Messali Hadj leader nationaliste et pour l'indépendance, avait éclaté dans la ville de Sétif. En quelques jours l'armée française a massacré 30 à 40 000 personnes. La bestialité dont les troupes coloniales ont fait preuve ne pouvait qu'alimenter la haine de la population à l'égard des autorités coloniales.

En 1954, l'impérialisme français est contraint de capituler en Indochine. Il s'apprête à accorder l'indépendance à la Tunisie et au Maroc qui ont le statut de protectorat. Dans le même temps il renforce sa présence en Algérie pour bien faire comprendre qu'il n'est pas prêt à lâcher prise. Dans ces conditions les

actions des dirigeants du FLN vont bénéficier d'un soutien populaire incontestable. Des milliers de personnes vont rejoindre les rangs des combattants.

En novembre 1954 François Mitterrand occupait les fonctions de ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Mendès France. Dès le 5 novembre il déclarait : *"L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne"*. La répression policière et militaire se déclencha. Les interrogatoires et les tortures commençaient. Le MTLD fut officiellement dissout. Des centaines de militants tant en France qu'en Algérie furent arrêtés (2 000 à la fin de l'année 1954).

La guerre d'Algérie va durer près de 8 ans. L'impérialisme français a bénéficié de l'appui ouvert ou voilé de toutes les forces politiques de la société française y compris du PCF. C'est pourquoi, lorsque des militaires du contingent "*rappelés*" après leur service pour faire la guerre manifestent en 1955/56, ils sont laissés à eux-mêmes sans soutien des partis politiques et des syndicats. Pendant ce temps en "*métropole*", les Algériens étaient victimes des "*ratonnades*" et des assassinats par la police française.

Malgré la sauvagerie de la répression en Algérie et son caractère massif l'armée française n'a pas pu contenir le FLN. Une des raisons de la venue de De Gaulle au pouvoir a été précisément d'imposer une solution politique sauvegardant l'essentiel des intérêts de l'impérialisme français. Il a mis 4 ans pour y parvenir.



En 1962, aux accords d'Evian l'indépendance de l'Algérie fut reconnue. Les pertes étaient lourdes : 1 million de morts côté algérien (près d'un dixième de la population) et l'émigration de la population européenne, les "*pièds noirs*" qui comptaient les éléments les plus qualifiés. Le pays était exsangue.

Au sortir de la guerre d'indépendance la population algérienne va avoir affaire non plus à la bourgeoisie française mais à une bourgeoisie algérienne tout aussi avide de profiter, tout aussi féroce et dictatoriale. Pour une autre issue il aurait fallu que les objectifs de la lutte ne soient pas seulement la libération nationale mais aussi l'émancipation sociale. Une telle politique si elle avait existé sur le terrain aurait pu rencontrer la solidarité des travailleurs de tous les pays du Maghreb et pourquoi pas de France. Cela aurait pu ouvrir d'autres perspectives que la mise en place d'un Etat indépendant au service de la bourgeoisie.

Malgré les immenses sacrifices concédés par les masses populaires durant la guerre d'indépendance, leur sort est aussi misérable aujourd'hui qu'à l'époque du colonialisme. Les régimes qui se sont succédé qu'ils soient civiles ou militaires se sont révélés être d'infâmes dictatures incapables d'apporter ne serait-ce qu'un minimum

de mieux être à la population. C'est sur ce terrain fertile que se développent les idées réactionnaires telles que celles de l'intégrisme islamique. Un des partis qui se réclament de ces idées a même réussi à être associé au pouvoir. Pendant ce temps une autre formation islamiste, le GIA (Groupe islamique armé) exerce le terrorisme à l'égard des femmes qu'il accuse de "*mauvaises mœurs*" du fait qu'elles mènent la lutte contre le code de la famille en vigueur depuis 1984 sous la pression des imams. Ce code relègue les femmes au rang d'êtres inférieurs devant se soumettre à la tutelle juridique de leur père ou de leur mari qui ont tout pouvoir sur elles. Ce code permet aux hommes d'être polygames et de répudier les femmes selon leur bon vouloir. Les islamistes veulent aussi instaurer la charia (loi islamique). S'ils réussissaient, ce serait un recul pour toute la société.

Tout cela n'empêche pas les bonnes relations entre la France et l'Algérie. Les grandes sociétés industrielles et les banques françaises sont revenues en bonne place sur le terrain en collaboration avec les nouveaux riches algériens. Pour les travailleurs et les classes pauvres le régime a changé de visage mais la misère et l'exploitation ne font que continuer en s'aggravant d'année en année.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.